

Des risques et des menaces en Europe. Et la Suisse? 1re partie

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **140 (1995)**

Heft 8

PDF erstellt am: **26.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345549>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Des risques et des menaces en Europe. Et la Suisse? (1)

Par le colonel Hervé de Weck

Jusqu'en 1990, le totalitarisme communiste, la menace qui venait de l'Est atténuait les égoïsmes des Etats occidentaux: on craignait l'Empire soviétique. Cette situation façonnait une sorte d'«union sacrée» qui s'est relâchée après la disparition du Pacte de Varsovie. Si celui-ci avait tenu dix ans de plus, les Douze auraient vraisemblablement disposé d'une monnaie unique, d'un instrument commun de sécurité et d'une politique extérieure unifiée. Aujourd'hui, les relations internationales ressemblent plus au jeu des princes et des potentats des années 1400 qu'au concert européen du XIX^e siècle. Les Etats-Unis et le Japon se conduisent comme des suzerains en mal de compromis avec leurs vassaux, non pas comme des Etats «impérialistes».

En Occident, on a cru qu'une doctrine pouvait dompter le réel; on est allé trop loin, si bien que la raison semble régresser, un mouvement de balancier qui risque de la reléguer pour longtemps aux oubliettes. Sur la scène internationale, chacun des acteurs, cherchant à faire illu-

sion, parle et «coopère» sans limite, dans des instances de concertation qui se multiplient. Il n'en résulte qu'une impuissance collective, une palabre généralisée qui n'éblouit que les naïfs¹.

Bien qu'il prétende que «la nation est l'espace pertinent de la démocratie», Jean-Pierre Chevènement, homme de gauche et ancien ministre français de la Défense, n'a pas dit autre chose aux officiers neuchâtelais en décembre dernier: la guerre, irrationnelle, finit toujours par échapper à la rationalité politique, l'épée reste l'axe du monde².

Depuis 1994, les événements apparaissent comme une tragique esquisse de ce qui, dans un avenir plus ou moins proche, pourrait frapper l'humanité: guerres, génocides, catastrophes naturelles, épidémies, banditisme, drogue, pollutions, dérapages nucléaires, chimiques et bactériologiques, conflits ethniques, fanatismes...

L'Europe et la Russie

Selon Jacques Attali, «l'économie de marché sans

démocratie est une abomination (...) la démocratie ne peut pas se développer sans économie de marché.»³

Une France engrossée de la Wallonie à la suite du démembrement de la Belgique, une Grande-Bretagne amputée de l'Ecosse, une Espagne orpheline de la Catalogne, une Italie à peine confédérée assureraient-elles l'ordre européen⁴?

Les événements qui se sont produits en Italie ont englouti les ténors de la politique, poussé de grands «féodaux» vers la prison, le suicide ou l'exil, détruit une caste de profiteurs. Deux scénarios sont imaginables. Soit l'émergence de nouveaux dirigeants qui redressent l'Etat, l'Italie rejoignant alors le cœur d'une Europe qu'elle n'aurait abandonné que le temps d'une parenthèse. Soit un nouveau système électoral donne la victoire aux Ligues dans le Nord, aux anciens communistes en Emilie-Romagne et dans le Centre, à la partie la plus mafieuse de la démocratie chrétienne dans le Sud.

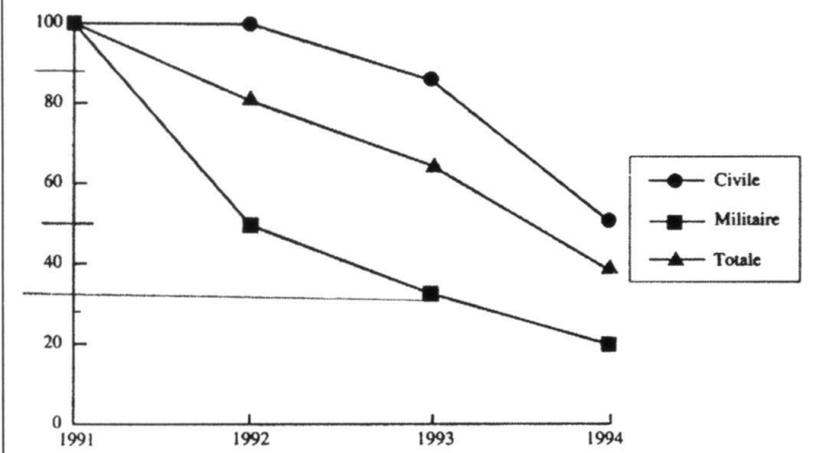
¹ Alain Minc: Le nouveau moyen âge. Paris, Gallimard, 1993, pp. 47-48.

² L'Express, 4 décembre 1994.

³ 24 Heures, 23 mars 1994.

⁴ Minc, op.cit., pp. 36, 67, 93-94, 158, 184-185.

Evolution en volume de la production des secteurs industriels de défense en Russie



D'après Défense nationale, mars 1995.

Dès lors la frontière entre l'Occident et l'Orient, qui ne cesse de remonter, se situerait entre Florence et Rome⁵.

Réminiscences historiques obligent, le gouvernement français a soutenu les Serbes et celui de Bonn les Croates, assez pour que chaque belligérant ne se sente pas isolé, insuffisamment pour qu'il soit obligé de s'aligner sur son «raisonnable» allié. Les partis en conflit en ex-Yougoslavie défient les Occidentaux dans des terrains montagneux, boisés, voire en milieu urbain, avec des armes qui ne sont pas du dernier cri mais qui tuent quand elles touchent leur cible. Et des morts, même Casques bleus, les opinions publiques en Occident n'en veu-

lent sous aucun prétexte. Si la Turquie ou l'Iran se portaient au secours de la minorité musulmane, la guerre risquerait de s'étendre à l'ensemble des Balkans, la stabilité du Proche-Orient se trouverait également menacée⁶.

La situation en Somalie s'est révélée comparable pour les forces de l'ONU. Pilules amères après la guerre du Golfe qui avait fait croire que les conflits n'étaient plus qu'une affaire d'électronique et d'informatique⁷.

L'évolution de la Russie semble tout aussi imprévisible. Circonstance aggravante, les seules forces armées imposantes du continent européen appartiennent à un Etat dont la réali-

té politique reste insaisissable et dont le dynamisme économique ne s'analyse avec aucun des concepts traditionnels⁸.

Jirinovski, un programme effrayant

«Je rêve que les soldats russes lavent leurs bottes dans l'eau chaude de l'océan Indien. (...) Les malheurs de la Russie arrivent toujours (...) du Sud. Il nous faut une autre frontière.

Notre armée remplira cette tâche. (...) Seules des opérations de guerre peuvent redonner naissance à de nouvelles forces armées. (...) Tout cela stimulera le développement économique, les communications, améliorera (...) la production de l'industrie légère en main-d'œuvre bon marché (...).

Si nous devons bloquer l'Afghanistan, l'Iran, la Turquie, il est possible qu'une partie des habitants de ces pays soient mécontents. Mais le monde entier doit savoir que c'est une bonne chose si la Russie en a besoin. (...) Et la majorité de l'humanité a intérêt à ce que le monde musulman soit dispersé. (...) Ce serait une purification pour nous tous⁹.»

⁵Ibidem, p. 25, 151.

⁶Ibidem, pp. 56-57.

⁷Marc Desfourneaux: «Guerre des armes ou guerre des hommes», Défense nationale, avril 1994, p. 40

⁸Minc, op. cit., p. 42.

⁹Le Nouveau Quotidien, 15 avril 1994.

Les multiples crises et les débordements du crime organisé risquent d'y provoquer un rejet des valeurs libérales, des révoltes sociales et une mobilisation populaire pour le rétablissement de l'ordre, ce qui pourrait amener au pouvoir un régime autoritaire. Une telle situation ferait le jeu de mouvements politiques extrémistes. Sur la Russie plane l'ombre inquiétante d'un Jirinovski. Ses rêves d'illuminé peuvent séduire dans un contexte de déliquescence et de malheur. Et le flirt de millions de Russes avec le fascisme ne sera pas sans impact dans les années à venir.

Jean-Pierre Chevènement soulignait à Neuchâtel que la sécurité européenne dépend pour une large part de la situation dans une Russie qui doit être à tout prix ancrée à l'Europe. Il ne faut pas la laisser «se replier sur elle-même; on pourrait dire la même chose de la Turquie¹⁰.»

Hélène Carrère d'Encausse se déclare également en faveur d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne, car «il faut reconnaître aux dirigeants d'Ankara de gros progrès démocratiques. On est passé d'une époque où les militaires réprimaient à tous les coins de rue à une légalité assez bien établie. Dans le contexte d'une régionalisation où tout ce sud de l'ex-Union soviétique joue un rôle important, lié au

sort de l'islam, la Turquie est un des pays qui peut maintenir cette région hors d'une dérive¹¹.»

Le Maghreb et l'Afrique

En Algérie, la situation ne cesse de s'aggraver. L'armée, le mouvement islamiste, l'opposition démocratique, les milieux intellectuels se trouvent divisés: l'atomisation de la société se joue sur un fond de guerre civile; le Front islamiste du salut ne contrôle pas tous les groupes armés. Un quart à un cinquième des «terroristes» font, semble-t-il, de la violence pure leur unique idéal. Qu'importe, c'est la pre-

mière fois qu'un mouvement extrémiste se propose d'éradiquer l'intelligentsia d'un pays. En effet pour le FIS, qui ne représente de loin pas l'ensemble des musulmans algériens, il ne suffit pas de tuer ceux qui ne pensent pas de façon conforme, il faut «décerveler» l'Algérie et la vider des «cerveaux» étrangers.

Sur quoi pourrait déboucher la situation actuelle? Première hypothèse, les éléments les plus radicaux de l'armée réussissent un coup d'Etat. Deuxième hypothèse, un régime rigoriste s'installe, résultant d'un compromis entre des militaires et des islamistes influencés par l'Arabie saoudite. Les Européens se la-



Libre Journal, N° 23-24.

¹⁰L'Express, 4 décembre 1994.

¹¹24 Heures, 19 avril 1994.

menteront au nom de la démocratie et accueilleront les réfugiés, mais ils ne se sentiront pas menacés. Enfin, on ne peut exclure l'instauration d'une république islamique qui se montrerait plus prosélyte et terrible qu'en Iran, ce pays de haute culture islamique, où l'on trouve au sein même du clergé des contre-pouvoirs et des garde-fous qui n'existent en Algérie¹².

Les demandes de requérants d'asile algériens affluent en Allemagne. En juillet 1994, une trentaine de détenus, spécialement algériens, se mutinent dans la prison de Kassel, détruisant partiellement le bâtiment. Des sympathisants, dont certains sont armés, se rassemblent devant la prison. Il faut faire appel au GSG-9¹³. En France, les associations musulmanes se multiplient: leur nombre, qui s'élevait à 352 sous M. Giscard d'Estaing, ascende aujourd'hui à 700. Au début 1993, on dénombrait 1273 mosquées contre une dizaine en 1979¹⁴.

La situation en Afrique ne semble pas meilleure. De nouveaux foyers de violen-

ce ne cessent de s'y embraser. A peine intervient-on avec un seau d'eau que dix autres incendies éclatent ailleurs. A chaque alerte, les organisations non gouvernementales et les médias clament que la communauté internationale doit faire quelque chose! «Intervenir, c'est la nouvelle tarte à la crème.»

«Cela semble si simple en effet. On intervient comme le plombier intervient pour réparer une fuite, on règle le problème puis, lorsque tout marche à nouveau normalement, on rentre chez soi.» On oublie que, sur place, les gens ont des raisons de s'entretuer. Les guerres civiles comme les génocides ont leur logique propre; «ils ont besoin de temps pour arriver à leur terme naturel; on ne peut, par une intervention technique extérieure, précipiter leur conclusion et, moins encore, les résoudre.» Les nouveaux venus risquent fort de compliquer encore la situation et de devenir, sans savoir comment, partie du problème¹⁵.

Quoi qu'il en soit, les «nègres» des romans de Jules

Verne, devenus de «respectables Africains» équipés d'armes semblables à celles des Etats européens, continuent, progrès médical aidant, à se reproduire à un taux d'environ sept enfants par femme, contre moins de deux dans les pays industrialisés. Les statisticiens parlent d'«explosion démographique», les stratèges de «bombe D». Qu'importe la terminologie, une telle situation implique déferlements de violence et exodes massifs!

Le bassin méditerranéen constitue une charnière entre le Nord et le Sud. Sur le continent africain, des explosions démographiques, des situations économiques désastreuses, des intégrismes et des affrontements ethniques ou religieux semblent les détonateurs les plus dangereux. Des réfugiés politiques ou économiques, venus de ces régions sinistrées, importeront sans doute ces problèmes en Europe.

H. W.
(A suivre)

¹²Henri-Christian Giraud : «L'Algérie existera-t-elle encore dans six mois?», Figaro-Magazine, 23 juillet 1994; *Minc*, op. cit., p. 126-127.

¹³Office central de la défense: Situation et évolution, N° 48, 17 août 1994.

¹⁴Libre Journal, N° 23.

¹⁵Claude Monnier: «La tarte à la crème de l'intervention», Le Matin, 14 août 1994.